



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 37 (2025)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : croissance estimée à 6,6 % en 2025 selon la Banque Mondiale
- ❖ Thaïlande : élection de Anutin Charnvirakul (conservateur) au poste de Premier Ministre
- ❖ Singapour : 510 M USD levés pour financer des infrastructures de transition en Asie

LE CHIFFRE À RETENIR

14 Md USD

Excédent commercial
du Vietnam depuis
janvier 2025

Région

Vers une signature de l'accord de libre-échange Chine-ASEAN 3.0

La Chine et l'ASEAN s'apprêtent à conclure d'ici fin 2025 l'actualisation de leur accord de libre-échange (CAFTA 3.0), après la finalisation des négociations en mai. La signature de l'accord est attendue en marge de l'Exposition Chine-ASEAN, qui aura lieu du 17 au 21 septembre à Nanning et qui réunira 3 200 entreprises. L'accord vise à élargir l'accès aux marchés agricoles, numériques et pharmaceutiques, tout en approfondissant la coopération dans d'autres domaines comme l'économie numérique. Pékin cherche à renforcer ses liens avec son premier partenaire commercial dans un contexte de tensions prolongées avec les États-Unis et de ralentissement de la demande américaine. En août 2025, les exportations chinoises vers l'ASEAN ont progressé de 22,5 % en glissement annuel, atteignant 57,1 Md USD, alors que les exports vers les États-Unis chutaient de 33,1 % à 31,6 Md USD. Sur les huit premiers mois de l'année, les échanges bilatéraux Chine-ASEAN ont atteint 686,8 Md USD, en hausse de 8,6 % sur un an, représentant 16,7 % du commerce extérieur chinois.

Indonésie

Nomination d'un nouveau ministre des Finances

Le président indonésien Prabowo Subianto a procédé lundi à un remaniement ministériel marqué par le départ de la ministre des Finances, Sri Mulyani Indrawati, en poste depuis 2016 et avait déjà exercé cette fonction entre 2005 et 2010. Suite à cette annonce, l'indice composite de la Bourse de Jakarta a reculé de 1,28 % le lundi 8 septembre, et la roupie s'est dépréciée, passant de 16 300 IDR pour 1 USD avant l'annonce à 16 572 IDR pour 1 USD quelques heures plus tard. Sri Mulyani, reconnue pour sa discipline budgétaire et son image internationale, a été remplacée par Purbaya Yudhi Sadewa, ancien dirigeant de l'Agence de garantie des dépôts (LPS). Ce remaniement intervient dans un contexte de manifestations et de tensions sociales liées à la situation économique (cf. Brèves semaine 36).

Danantara lance une émission des « Patriot Bonds »

Le fonds souverain Danantara a lancé une émission de « Patriot Bonds », un nouvel instrument obligataire visant à lever 50 000 Md IDR (3 Md USD), proposé uniquement aux investisseurs indonésiens dans le cadre de placements privés. Malgré un coupon de 2 % de rendement sur 5 à 7 ans, bien en dessous des 6 % offerts par les obligations d'État comparables, l'émission a été sursouscrite. L'objectif est de rapatrier une partie des capitaux détenus à l'étranger. Officiellement présenté comme un investissement d'impact destiné à financer la transition énergétique et la gestion des déchets, bien que la maturité soit assez courte, le programme suscite des doutes : absence de garantie publique, manque de transparence sur la rentabilité des projets et risques d'« effet d'éviction » pour le financement privé.

Pertamina lance un projet pilote d'hydrogène vert en Indonésie

Pertamina Geothermal Energy (PGE) a posé la première pierre d'une usine pilote d'hydrogène vert, produit grâce à la géothermie, à Ulubelu, Lampung, pour un investissement de 3 M USD. L'installation, qui devrait être opérationnelle en 2026, produira jusqu'à 100 kg d'hydrogène par jour avec un rendement de 82 à 88 %. Il s'agit de la première utilisation de la technologie d'électrolyseur à membrane échangeuse d'anions (AEM) couplée à l'énergie géothermique. PGE prévoit d'utiliser l'hydrogène vert comme matière première pour l'ammoniac et le méthanol verts. A noter que début 2024, l'électricien national PLN avait aussi mis en service une installation de production d'hydrogène vert à la centrale géothermique de Kamojang, produisant ainsi le premier hydrogène vert à partir de l'énergie géothermique en Asie du Sud-Est.

Inflation contenue en août

L'inflation indonésienne s'est établie à 2,31 % en août 2025 (contre 2,37 % en juillet), dans la cible de Bank Indonesia. Cette légère baisse s'explique par une diminution des prix de l'énergie et des billets d'avion (notamment due aux promotions liées à la fête de l'indépendance), malgré une hausse des prix alimentaires (+4,5 % sur un an, tirés par le riz, les œufs et l'huile) et une augmentation importante de l'or (+8,7 % dans la catégorie « biens et services personnels »). À 0,08 %, le recul mensuel des prix reflète aussi des promotions liées à la fête de l'indépendance.

Malaisie

Croissance soutenue des projets d'investissement étrangers au 1er semestre 2025

L'agence malaisienne pour les investissements MIDA a annoncé un montant total de 41,6 Md USD de projets d'investissement approuvés au 1er semestre 2025, en hausse de +18,7 % en g.a. Ces derniers se concentrent essentiellement dans les services à hauteur de 25,9 Md USD (62,3 % du total ; +25,6 %) et le secteur manufacturier avec 14,9 Md USD (36,0 % du total ; +13,8 %). Le secteur primaire reste marginal (0,72 Md USD ; 1,7 % du total). Les projets d'investissement étrangers ont représenté 56,1 % du total, soit 23,3 Md USD, en hausse de 43,5 % en g.a. Les principaux pays d'origine sont Singapour (9,5 Md USD), la Chine (5,1 Md USD), les États Unis (2,3 Md USD), les Îles Vierges britanniques (1,4 Md USD) et l'Italie (0,72 Md USD).

Adoption d'un projet de loi pour protéger les droits des travailleurs des plateformes numériques

Le Parlement a adopté le 8 septembre un projet de loi qui accorde pour la première fois une protection aux travailleurs indépendants de l'économie à la demande (« Gig Economy »), notamment ceux affiliés aux plateformes numériques. Le texte prévoit l'introduction de clauses de non-concurrence dans les contrats, impose la délivrance de fiches de paie ou de relevés de revenus et garantit le versement des sommes dues en cas de faillite de l'entreprise ayant eu recours aux travailleurs de ce secteur. Le droit d'adhérer ou de créer un syndicat est également ouvert et des mécanismes de résolution des litiges sont instaurés. A cette fin, un tribunal sera créé de même qu'un conseil consultatif, composé de représentants des travailleurs, des employeurs et du gouvernement, et qui sera chargé de définir les conditions d'emploi et de rémunérations minimales. Le projet de loi introduit par ailleurs une obligation de cotisation à l'organisme national de sécurité sociale PERKESO. Annoncée en mars 2024, cette réforme qui concerne environ 1,2 million de personnes répond aux recommandations de la Banque mondiale visant à renforcer la protection des travailleurs indépendants, formulées dans son rapport de février 2024 sur l'emploi informel en Malaisie.

Renforcement du cadre juridique des mesures anti-dumping via un nouveau projet de loi

Le Parlement a adopté le 10 septembre un projet de loi modifiant la loi sur les droits anti-dumping et compensatoires de 1993 afin de renforcer le cadre juridique et de l'harmoniser avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoire de l'OMC.

Le texte précise notamment la notion de contournement des droits anti-dumping et renforce les procédures d'investigation, qui pourront être suspendues si le pays exportateur accepte de supprimer ou limiter les subventions ou si l'entreprise concernée révisé ses prix. La durée des mesures mises en œuvre pour contrer cette concurrence déloyale est par ailleurs limitée à cinq ans.

Dans le contexte d'un durcissement de la politique commerciale américaine, ces dispositions doivent permettre de mieux protéger les entreprises malaisiennes de certaines importations à bas coût, en particulier en provenance de Chine, premier fournisseur du pays avec une part de marché de 21,6 % en 2024.

Singapour

Lancement d'une étude de faisabilité sur les technologies nucléaires avancées

Singapour a mandaté le cabinet britannique Mott MacDonald pour conduire une étude de deux ans sur la faisabilité et la sûreté des technologies nucléaires avancées, dont les petits réacteurs modulaires (SMR), a annoncé l'Energy Market Authority (EMA) le 2 septembre. L'évaluation portera sur la performance en matière de sécurité, la maturité technologique et la viabilité commerciale de ces solutions, considérées comme plus compactes et adaptées aux zones densément peuplées que les centrales conventionnelles. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du pays visant à diversifier ses sources d'énergie, alors que 94 % de son électricité provient du gaz naturel et que l'objectif est d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. L'EMA précise qu'« aucune décision n'a encore été prise » sur un éventuel déploiement, qui devra être évalué au regard des critères de sûreté, de fiabilité, de compétitivité économique et de durabilité.

Singapour lève 510 M USD pour financer des infrastructures de transition en Asie

La Monetary Authority of Singapore (MAS) a annoncé le 8 septembre avoir sécurisé 510 M USD lors du premier closing du Green Investments Partnership, premier fonds du programme national de financement climatique Fast-P lancé en 2023. Ce mécanisme de finance mixte vise à mobiliser jusqu'à 5 Md USD de capitaux publics, privés et philanthropiques pour soutenir la transition énergétique en Asie du Sud et du Sud-Est. Le fonds, géré par Pentagreen Capital, financera des projets dans les énergies renouvelables et leur stockage, les véhicules électriques, les transports durables ainsi que

la gestion de l'eau et des déchets. Parmi les investisseurs figurent Temasek, HSBC, l'International Finance Corporation (IFC), le Dutch Entrepreneurial Development Bank (FMO), British International Investment, la Bank of the Philippine Islands et Allied Climate Partners, avec le soutien du gouvernement australien via Export Finance Australia et de l'Union Européenne via le programme Global Gateway. Singapour avait déjà engagé en 2024 une contribution publique pouvant atteindre 500 M USD pour renforcer Fast-P, qui a ouvert un bureau et nommé un directeur général en 2025. L'initiative s'inscrit dans l'objectif de faire de la cité-État un centre régional de la finance verte, alors que la région présente un déficit d'investissements climatiques estimé à 1,3 Tn USD par an d'ici 2035.

Hausse de 10,7 % des recettes fiscales en 2025, portée par la consommation et la croissance

L'Inland Revenue Authority of Singapore (IRAS) a annoncé que les recettes fiscales de l'exercice 2025 ont atteint 65,6 Md USD (88,9 Md SGD), en hausse de 10,7 % sur un an, représentant 76,9 % des recettes de fonctionnement de l'État et 12,2 % du PIB. L'impôt sur les sociétés demeure la première source de revenus avec 22,8 Md USD (30,9 Md SGD), en progression de 6,7 %. La taxe sur les biens et services (GST), deuxième contributeur, a généré 14,7 Md USD (20,0 Md SGD), soit 22,6 % du total, contre 12,2 Md USD (16,6 Md SGD) un an plus tôt, stimulée par une consommation accrue et le relèvement du taux de 8 % à 9 % en janvier 2024. L'impôt sur le revenu des particuliers a rapporté 14,1 Md USD (19,1 Md SGD), soit 21,5 % du total, en hausse par rapport à 12,9 Md USD (17,5 Md SGD) grâce à l'augmentation des salaires et du nombre de contribuables. IRAS a également versé 1,0 Md USD (1,3 Md SGD) d'aides aux entreprises et salariés via divers dispositifs de soutien.

Révision des incitations financières pour l'adoption des véhicules électriques

Les autorités singapouriennes ont annoncé la révision et la prolongation des dispositifs de soutien à l'adoption des véhicules électriques (VE), avec une réduction progressive des avantages financiers. Le Vehicular Emissions Scheme (VES), en vigueur depuis 2018, sera prolongé de janvier 2026 à décembre 2027, mais avec un durcissement des critères : les voitures hybrides ne bénéficieront plus de rabais, tandis que les véhicules les plus polluants verront leur surtaxe passer de 25 000 SGD actuellement à 35 000 SGD en 2026 puis 45 000 SGD en 2027. Parallèlement, l'EV Early Adoption Incentive (EEAI), introduit en 2021, sera prolongé d'un an avant sa suppression en 2027, et sa subvention maximale passera de 15 000 SGD en 2025 à 7 500 SGD en 2026. Ainsi, le cumul maximal de rabais pour un acheteur de VE atteindra 30 000 SGD en 2026, contre 40 000 SGD actuellement, puis 20 000 SGD en 2027. Ces ajustements interviennent dans un contexte d'essor rapide des EVs et véhicules hybrides, qui représentaient 80 % des immatriculations de janvier à août 2025, dont la moitié de VE.

Vietnam

Le Vietnam devrait enregistrer une croissance de 6,6 % en 2025 selon la Banque Mondiale

Dans son dernier rapport Taking Stock publié le 09 septembre 2025, la BM prévoit une croissance économique de 6,6 % pour le Vietnam en 2025 grâce à une forte performance au premier semestre (+7,5 %). Cette dynamique s'explique principalement par une hausse significative des exportations (+14,4 %) sur cette période, notamment vers les Etats-Unis (+28,2 %). En effet, les entreprises américaines ont anticipé les incertitudes des politiques commerciales et la hausse des tarifs douaniers et ont accéléré leurs importations en prévision. Aussi, un ralentissement est attendu dans la seconde moitié de l'année, les exportations et la demande des Etats-Unis et de la Chine - les deux principaux partenaires du Vietnam - revenant à un rythme plus modéré. Selon la BM, l'économie vietnamienne, fortement dépendante du commerce extérieur, reste vulnérable à aux variations de la demande mondiale et à l'incertitude des politiques commerciales. A moyen terme, la croissance devrait ralentir à 6,1 % en 2026, avant de remonter à 6,5 % en 2027, portée par une reprise du commerce mondial et la compétitivité industrielle du pays. Pour maintenir une trajectoire de croissance durable, la BM recommande de renforcer l'investissement public, maîtriser les risques financiers et accélérer les réformes structurelles, notamment dans les infrastructures, les services essentiels, l'économie verte et l'éducation. Le renforcement de la stabilité du secteur financier est présenté comme vital pour le pays. De même, le rapport met l'accent sur la nécessité de développer une main d'œuvre qualifiée dans le domaine des technologies. Pour soutenir son ambition de devenir un pays à revenu élevé d'ici 2045, le Vietnam doit non seulement former plus de diplômés en STEM (sciences, technologies, ingénierie, mathématiques) mais aussi former une élite scientifique capable d'innover, de diriger la recherche, et de transformer ses idées en produits commercialisables. Enfin, le rapport souligne l'importance d'augmenter les dépenses en R&D, de renforcer la coopération entre les universités, les entreprises et l'Etat et de créer un environnement favorable à l'innovation.

Le Vietnam a affiché un excédent commercial de 14 Md USD au cours des 8 premiers mois de 2025

Selon le Département général des Statistiques (GSO), au mois d'août, les échanges commerciaux du Vietnam ont atteint 83,1 Md USD, avec 43,4 Md USD d'exportations (+2,6 % par rapport à juillet et +14,5 % en glissement annuel) et 39,7 Md USD d'importations (-0,8 % par rapport à juillet et +17,7 % en g.a.). Sur les 8 premiers mois, les échanges commerciaux du Vietnam se sont élevés à 597,9 Md USD (+16,3 % en g.a.), avec 306 Md USD d'exportations (+14,8 % en g.a.) et 292 Md USD d'importations (+17,9 % en g.a.). Les principaux clients du Vietnam demeurent : les Etats-Unis (99,1 Md USD, +26,4% en g.a.), la Chine (42 Md USD, +9,2 %), l'Union européenne (37 Md USD, +8,1

%), l'ASEAN (25,6 Md USD, +2,9 %), la Corée du Sud (18,9 Md USD, +11,8 %) et le Japon (17,5 Md USD, +9 %). La Chine reste le 1er fournisseur du Vietnam (117,9 Md USD, +27,1 % en g.a.), suivie par la Corée du Sud (39 Md USD, +5,8 %), l'ASEAN (35 Md USD, +15 %), le Japon (16 Md USD, +11 %), les Etats-Unis (12,1 Md USD, +23,4 %) et l'UE (11,4 Md USD, +4,1 %). En conséquence, les recettes budgétaires de l'État provenant des droits de douane liés aux activités d'import-export ont atteint 72,6 % de l'objectif annuel, soit une augmentation de 8,4 % par rapport à la même période en 2024.

Forte hausse des investissements directs étrangers au Vietnam au cours des 8 premiers mois de 2025

Selon le Département général des Statistiques (GSO), le Vietnam a attiré 26,1 Md USD d'IDE sur les 8 premiers mois de l'année, soit une hausse de 27,3 % en glissement annuel. A noter que ce nombre comprend les investissements dans les nouveaux projets, l'augmentation des montants sur des projets déjà existants et les prises de participation. Les investissements dans les nouveaux projets ont par contre connu une baisse de 8,1 % en g.a. La Chine (Hong Kong compris) demeure le 1er investisseur étranger avec 3,5 Md USD (34,1 % du total des investissements dans les nouveaux projets), suivie par Singapour (3,1 Md USD ; 27,8 %) et la Suède (1 Md USD, 9,1%) et le Japon (877,9 M USD, 8%). Les IDE décaissés, quant à eux, ont atteint 15,4 Md USD (+8,8 % en g.a), soit le chiffre le plus élevé sur les 8 premiers mois depuis 5 ans.

Thaïlande

L'économie numérique croît de 23,3 % en 2024 selon l'Agence de promotion de l'économie numérique (DEPA)

En adoptant un périmètre proche de la définition 'étroite' de l'OCDE (les activités des producteurs de biens TIC et de services numériques et les activités des entreprises qui sont dépendantes de biens intermédiaires numériques, OCDE, 2020), l'économie numérique est estimée à 78,5 Md USD (2500 Md THB) en 2024 par DEPA. Les biens TIC dit « Hardware and smart devices » en représentent 74 % de la valeur avec une croissance de 26,6 %, mais la main d'œuvre de ce segment aurait diminué de 5 % en partie à cause de l'automatisation, à près de 305 000 personnes. Les services numériques représentent 15 % de la valeur avec une croissance de 19,5 % et une augmentation de la main d'œuvre de 6,2 % à 86 000 personnes. Les logiciels représentent 9 % de la valeur avec une croissance de 8,46 % et une augmentation de la main d'œuvre de 23,7% à 175 000 personnes. Le secteur des télécommunications n'est pas inclus pour cause d'absence de données.

La Thaïlande mise sur les circuits imprimés (PCB) pour s'insérer dans les chaînes de valeur globales de l'IA

Près de 60 fabricants chinois et taïwanais de PCB, dont Victory Giant, Unimicron, Zhen Ding Tech, ont implanté des usines en Thaïlande depuis 2022. Ces investissements sont principalement tirés par la demande en PCB destinés aux centres de données et à l'IA. La Thaïlande dispose également de manufacturiers nationaux, dont KCE Electronics, entreprise cotée à la bourse de Bangkok, mais spécialisée dans les PCB à destination du secteur automobile. Premier producteur de PCB en ASEAN avec une production estimée à 3,5 Md USD en 2024, la Thaïlande ambitionne de devenir le deuxième constructeur mondial de PCB derrière la Chine. Le Centre stratégique international pour l'industrie, la science et la technologie taïwanais estime que la production thaïlandaise de PCB pourrait atteindre les 5,7 Md USD en 2030.

PTT investit 0,3 Md USD dans le premier projet de Captage et stockage du dioxyde de carbone (CCS) sur champ gazier de Thaïlande

D'un budget de 10 Md THB sur 5 ans, assorti d'un dispositif de surveillance technique complet, ce projet pilote doit permettre de capturer et stocker 1 MT de dioxyde de carbone par an. Etabli sur le champ gazier d'Arthit, il doit être opérationnel en 2028 et servir de modèle à d'autres projets CSS dans l'Est du pays et dans le golfe de la Thaïlande. En cela, il s'inscrit dans le plan d'action national de réduction des émissions de gaz à effet de serre *NDC Action Plan on Mitigation 2021-2030*.

Anutin Charnvirakul, du parti Bhumjaithai (conservateur), élu Premier ministre

Le 5 septembre, à la faveur d'un accord (voir brèves de la semaine dernière) entre son parti Bhumjaithai (BJT, conservateur) et le parti d'opposition People's Party (PP, réformiste), M. Anutin Charnvirakul a été élu Premier ministre du Royaume de Thaïlande. Il formera un gouvernement minoritaire, auquel le PP ne participera pas... Anutin a d'ores et déjà annoncé les personnalités pressenties pour occuper les ministères économiques et sectoriels, faisant appel à de nombreuses personnalités qualifiées non issues du Parlement : Ekniti Nitithanprapas est pressenti pour le ministère des Finances, où il avait précédemment occupé plusieurs fonctions de haut niveau, dont directeur adjoint du Fiscal Policy Office, directeur du State Enterprise Policy Office, ainsi que directeur général des départements du Revenu, des Accises et du Trésor. Pressenti pour le ministère de l'Énergie, Auttapol Rerkpiboon est un ancien président, PDG et directeur des opérations de PTT. Pressenti pour le ministère des Transports, Phiphat Ratchakitprakarn était ministre du Travail du gouvernement précédent, ainsi que ministre du Tourisme et des Sports du gouvernement du général Prayut Chan-o-cha. Pressentie au ministère du Commerce, Suphajee Suthumpun est la PDG de Dusit International, groupe hôtelier coté à la bourse de Bangkok.

Pressenti au ministère du Numérique, Chaichanok Chidchob est actuellement le secrétaire général du BJT.

Sur le plan économique, Anutin a annoncé à ce stade principalement sa volonté de réduire le coût de la vie, avec notamment le projet de relancer une mesure de soutien à la consommation qui avait été utilisée pendant la crise covid en 2020, consistant en la prise en charge de 50 à 60% de certaines dépenses principalement alimentaires, dans des limites qui restent à définir. Anutin Charnivakul, ancien ministre de la Santé sous le gouvernement du général Prayut Chan-o-cha, puis ministre de l'Intérieur sous le précédent gouvernement de coalition avec le Pheu Thai, dirigeait l'entreprise familiale de construction Sino-Thai Engineering and Construction PCL, qui a notamment supervisé la construction de l'aéroport Suvarnabhumi, avant d'entrer en politique.

Philippines

Le président Marcos signe une loi permettant d'étendre la location de terrains philippins à une durée de 99 ans pour attirer davantage d'investissements directs étrangers (IDE)

Le Président Ferdinand Marcos Jr. a promulgué une loi portant de 50 à 99 ans la durée maximale des contrats de location de terrains aux investisseurs étrangers (contre 50 ans, prolongeables de 25 ans auparavant). L'objectif affiché est de renforcer l'attractivité des Philippines en offrant un environnement plus stable aux investisseurs étrangers. En effet, le pays est en retrait sur ce terrain par rapport aux autres grandes économies d'Asie du Sud-Est. En 2024, il a attiré 8,9 Md USD d'IDE contre 24,2 Md pour l'Indonésie, 20,2 Md pour le Vietnam et 11,4 Md pour la Malaisie. La tendance est en outre défavorable : de janvier à mai 2025, les flux nets d'IDE sont tombés à 3 Md USD (-26,9 % en g.a.), en raison d'une baisse de 14 % des instruments de dette et de 68 % des investissements en capitaux propres hors bénéfices réinvestis. Cette chute prolonge le tassement tendanciel observé ces dernières années avec des reculs successifs, en g.a de -20,8 % en 2022 et -6 % en 2023, avant une quasi-stagnation en 2024 (+0,1 %).

Le taux d'inflation remonte à 1,5% en août 2025

Après une baisse quasi constante depuis janvier 2025, l'inflation est repartie à la hausse aux Philippines en août, atteignant 1,5 % en g.a. (+0,6 ppt par rapport à juillet), en dessous de son niveau d'août 2024 (3,3 %). L'accélération du mois d'août est portée par l'augmentation du poste « aliments et boissons non alcoolisées » (+0,9 % en g.a contre -0,2 % en juillet), qui contribue pour 0,4 ppt à l'inflation, ainsi que par un ralentissement du recul des prix du transports (-0,3 % contre -2 % en juillet). L'accélération notable de l'inflation alimentaire est portée par la hausse du prix des légumes, tubercules et bananes qui a bondi de 10 % en g.a (après -4,7 % en juillet). A noter que le riz poursuit sa baisse pour le huitième mois consécutif (-17 %), un facteur clé pour le premier importateur mondial.

Birmanie

Augmentation de 84 % des importations de panneaux solaires chinois sur les 7 premiers mois de l'année

Selon les données des douanes chinoises, ces importations s'établissent à 82,4 M USD, contre 62,1 M USD sur la totalité de l'année 2024. Cette dynamique reflète l'équipement croissant des zones industrielles, des entreprises et des particuliers en panneaux solaires, dans un contexte de pénuries persistantes d'électricité. Ce mouvement est soutenu depuis 2023 par la junte, notamment par des exemptions de taxes à l'importation sur les panneaux solaires. De plus, alors qu'elle avait annulé après le coup d'Etat de février 2021 la quasi-totalité des contrats octroyés par le gouvernement renversé pour le développement de 1060 MW sur 30 sites, la junte a fait ensuite du développement de l'énergie solaire une priorité, qui devrait continuer à soutenir la demande en panneaux solaires à court et moyen terme. 11 projets de centrales solaires seraient ainsi en développement actuellement (Commission de développement de l'énergie et de l'électricité, février 2025), pour une capacité à terme de 1026 MW. Pour rappel, la capacité électrique installée totale de la Birmanie est actuellement de 6520 MW, issue à 50 % de l'énergie hydraulique et à 43 % du gaz naturel, et 4 % de l'énergie solaire. En raison d'une maintenance insuffisante et des conséquences des conflits, le pic de puissance instantanée produite s'établirait cependant actuellement autour de 2200 MW, et le pic de demande à 5400 MW.

Nouvelles sanctions américaines à l'encontre de particuliers et d'entreprises au titre d'activités criminelles transnationales

Ces sanctions visent des entités de la ville de Shwe Kokko, connue pour abriter des centres d'arnaques en ligne, dans l'Etat Karen. Ces sanctions visent Saw Chit Thu, Tin Win, Saw Min Min Oo, ainsi que leurs entreprises : Chit Linn Myaing Company, Chit Linn Myaing Toyota Company, Chit Linn Myaing Mining & Industry Company, et Shwe Myint Thaug Yinn Industry & Manufacturing Company. Ces sanctions ciblent également She Zhijiang, de nationalité chinoise, et son entreprise Yatai International Holdings Group ainsi que l'Armée nationale Karen (KNA, groupe ethnique armé opposé à la junte).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr